L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 75 RUE DU CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 6 OCTOBRE.

L'opinion à New-York.

Nous recevons la correspondance suivante de New-York que nous publions en faisant observer que le gouverneur McEnery a été l'élu de la convention démocratique, tandisque M. Penn était le choix du parti libéral.

Correspondance particulière de l'Abeille.

New-York, 28 septembre 1874.

Ce s'est pas, ni dans les journaux démocrates, ni dans les journaux républicains, que vous aurez Louisianais pourrez trouver un juste, qu'elle était l'opinion, sinon du Nord tout entier, du moins de New-York, en ce qui concerne votre dernière "révolution". L'opinion de ces journaux, était faite d'avance, et vous deviez la connaître d'avance aussi. Les organes *démocrates* devaient forcément déshériter très fort cohérer Kellogg et sa clique, mais, en même temps, ils ne pouvaient oublier que McEnery et Penn ne sont point du clan politique de la dernière heure, Kerrigan, Cohen, Charles Pearce, Ortaire Périque, Daniel King et A. W. Thompson.

—La paroisse St-Jean-Baptiste est une bonne fille qui ne fait guère parler d'elle dans un tel cas. On n'y rencontre ni kuk-klux aux sombres capuchons, ni liguenrs blancs décorés de l'ordre du Camélia, ni métropolitains aux carabines à Winchester, ni aux mitrailleuses Gatling. Ce calme plat ne fait point penser l'affaire des radicaux, ils ne bâtissent entre eux. Deux camps ont surgi: Smith-Burrell, rive gauche du Mississippi, et Combe-Demas, rive droite. La faction Smith-Burrell, qui possède la citadelle du journal officiel, lâche une bordée de mitraille sur Demas, à la date du 19 septembre: "Si je dis ce que je sais sur ton compte, pas un honnête homme ne voudra te regarder et voter pour toi." Sur quoi Demas passe le Rubicon, lequel est ici le Mississippi, et somme J. E. Stevens, assistant-éditeur du *Picayune* d'avoir à publier au prochain numéro tous les terribles secrets dont il l'a menacé. Le numéro du 25 paraît à la tombée du jour, et Demas y lit de cruelles railleries à son endroit, mais aucune révélation. Le 29 septembre, il passe le Rubicon, et cette fois en véritable César qu'il pourra s'écrier: *Veni, vidi, vici!* Il entre au *Picayune* et se présente à Stevens; mais, au lieu de prendre la plume que lui offrait celui-ci pour rédiger une réponse ou réplique, Demas préfère se servir d'un argument *ad hominem* qu'il tient à la main, et fait pleuvoir une grêle de coups de fouet sur l'assistant-éditeur, "telles sont les mœurs du temps."

— On se souvient d'un certain A. K. Johnson, que M. Kellogg avait opposé à Henry Dumas, comme candidat de notre district sénatorial, il paraît qu'il veut cette fois-ci se contenter d'un moindre emploi, et sollicite la recette du Lac. Les journaux de la Nouvelle-Orléans annoncent que le shériff Johnson doit occuper la place de chef de police pendant la convalescence du général Badger.

— Nous sautons depuis lundi les premières attentes de l'automne, et la température s'est notablement refroidie. Les cannes hors en trouvent pas plus mal et promettent une abondante récolte.

La récolte de pacanes a manqué complètement. Petit arbuste, et nous ne savons si le Texas est en mesure de suppléer à cette lacune sur le marché de la Nouvelle-Orléans.

—Nous lisons dans le *World*:

Notre confrère espagnol d'*El Cronista* résume la situation en Louisiane pour les lecteurs espagnols en ces termes: "La Louisiane est tranquille, comme le sont habituellement les pays, qui, par terreur, calqui ou prudence, se sont rendus à discrétion à leurs ennemis.... L'ordre règne à Varsovie, comme à dit le fameux proconsul russe et, c'est là tout ce qu'on peut dire de la Nouvelle-Orléans."

N'avons nous pas bien d'être fiers que ces choses puissent être dites, *et dites avec vérité*, par un journal espagnol, en 1874, d'un territoire qui a passé des mains de l'Espagne à celles de la France en la première année du siècle, et peu après des mains de la France à celles des Etats-Unis, sans seulement, comme il apparaît aujourd'hui, pouvoir perdre sous le drapeau de la République fédérale, le libertés, le prospérité et l'ordre public, dont il jouirait sans doute en ce moment s'il était encore une République hispano-américaine ou une colonie de la France? Les partisans du troisième terme à Utica ont voté des félicitations à Grant pour le "succès" de son administration. Elles ont été un "succès" sans doute, pour eux et pour lui. Mais cette même administration, qui engrisse des aventuriers et élève des voleurs au pouvoir, a réduit les Etats entiers de l'Union américaine, autrefois prospères et heureux, à une telle condition qu'il faudrait mieux pour eux, moralement, socialement, politiquement, pécuniairement—être aujourd'hui dans la triste de n'importe quelle nation européenne respectable que les citoyens de la République modèle? Il serait temps de cesser de nous voir comme les autres nous voient.

Affaire Bazaine.

LE JUGEMENT.

Voici le texte même du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Grasse:

"Le tribunal,

"Attendu que, dans la nuit du 9 au 10 août, l'ex maréchal Bazaine s'est évadé de la maison de l'île Sainte-Marguerite où il subissait sa peine de vingt ans de détention;

"Attendu qu'après sa sortie, il a été recueilli au pied des remparts par un canot amené par Knil et Mme Bazaine; qu'il a été conduit ainsi au golfe Juan et s'est embarqué sur un canot qui l'a transporté sur le navire italien le *Rapid Rinaldi*;

"Attendu qu'il résulte des déclarations combinées du capitaine du navire et du brigadier de la douane chargé de la surveillance de la rade que le navire, parti vers onze heures et demie, se dirigea vers l'Italie;

"Attendu que la distance du golfe Juan à l'île Sainte-Marguerite comportait un délai d'une heure et demie, d'après les appréciations des marins entendus, et que le trajet du golfe Juan au mouillage du *Rapid Rinaldi* demandait dix minutes on un quart d'heure, et que, par conséquent, il s'est à dû s'accomplir vers dix heures (le jugement relève ici diverses dépositions entre autres celle de Marius Rocca, qui précisent la même heure);

"Attendu qu'il est à supposer qu'après être entré dans son appartement avec Willette et quittant le gouverneur, Bazaine est remonté, par l'escalier intérieur et sortant de l'habitation, il a gagné le rempart, qu'il s'est glissé extérieurement, et notamment de sortie par la porte);

"Attendu que ces considérations ne permettent pas de douter que l'évasion ne se soit accomplie au moyen d'une corde qu'on a retrouvée sur le rocher, et qu'on ne saurait s'arrêter à l'hypothèse de la sortie du prisonnier à la gargouille et fixée à la barre de fer;

"Attendu qu'il a été constaté par M. le juge de paix de Cannes que la gargouille était obstruée, que la barre de fer n'a pas été retournée, et qu'elle aurait en tout cas laissé des traces qui n'ont pas été constatées;

"Attendu qu'on ne peut pas supposer un complice assez intelligent pour détacher la corde et la transporter deux fois de plus en plus loin pour laisser des traces de sa complicité;

"Attendu qu'il est certain, dès lors, que la tentative a été opérée sur le point où la corde a été trouvée, quoique constatant d'ailleurs les traces de piétinement;

"Attendu que, si un complice a été nécessaire, il faut rechercher quel il a été; qu'au moment où Bazaine est sorti de son appartement, Barrera, Giguoux, Lebrun et Lafargue s'étaient devant le poste avec Plantin; que le directeur était sorti du fort et ne pouvait revenir; qu'une seule personne restait pouvant aider l'évasion et que c'était Willette;

"Attendu qu'on ne saurait s'arrêter à la considération qu'il fallait pour cela un temps considérable, que quelques minutes suffisaient, et que, d'ailleurs, Willette avait seulement le droit de se promener sur le rempart;

"Attendu que Willette seul avait pu préparer la corde, et qu'il avait seul pour cela assez d'intelligence et assez d'habileté; que c'est seulement en appliquant l'armature contre le parapet que l'évasion peut se comprendre;

"Attendu que l'évasion est été impossible si Plantin, Barbier de service, eût remplis ses devoirs réglementaires; que sa négligence est d'autant plus répréhensible que sa conduite ultérieure est de nature à peut disposer en sa faveur;

"Attendu que Giguoux a manqué à son devoir de négligence; qu'il y a manqué à un autre point de vue en négligeant de visiter les colis;

"Attendu, quant à Marchi, qu'il résulte des déclarations des gardiens que lorsqu'il quittait le prisonnier, ceux-ci devaient rester sur la terrasse et le préau, et qu'aucune faute n'aurait pas pu s'opérer;

"Attendu que la responsabilité ne saurait atteindre non plus Barreau, Leterme et Lefrançois;

"Attendu, quant à Dolneau, qui habitait Nice, qu'il est certain qu'il a rendu des visites à l'ex-maréchal, qu'il a reçu de Gênes, le 9 août, une dépêche signée *Rebella*, transmise par lui dès le lendemain à l'ex-maréchal, auquel elle annonçait la location du navire; que ces faits ont eu pour résultat de favoriser l'évasion; que Dolneau ne peut dès avoir été un instrument inconscient; que la maréchale pouvait écrire à son mari par la poste avec plus de discrétion;

"Attendu que les faits établis à la charge de Willette, Dolneau, Giguoux, Plantin constituent les faits prévus et punis par les articles 237 et 238 du Code pénal dont lecture est donnée; que Dolneau est en état de récidive;

"Il y a eu faveur de Dolneau des circonstances atténuantes;

"Déclare Willette et Dolneau convaincus d'avoir facilité l'évasion de l'ex-maréchal, n'étant pas chargés de sa garde;

"Dit que Plantin et Giguoux ont, par négligence, favorisé l'évasion du prisonnier, alors qu'ils étaient chargés de sa garde;

"Etant application des articles précités,

Condamne Rah, défaillant, Willette et Dolneau, à deux mois de prison;

Giguoux, à un mois de prison;

Barrère, Marchi, Barreau, Lefrançois et Leterme."

LE PROCÈS DE L'ÉVASION DE BAZAINE.

Nous croyons inutile, après tout ce que nous avons publié sur l'évasion de Bazaine, de reproduire le compte-rendu du procès fait aux complices de l'évasion. Nous nous contenterons de reproduire plusieurs correspondances qui ont été soumises dans le cours du procès:

Voici quelques pièces curieuses:

Deux épîtres des demoiselles anglaises dont on a tant parlé, et une lettre de Mme Villette, qui sera une des grosses pièces du réquisitoire de M. Tapole.

Le *petit ami*, le *padre*, paraît être M. le colonel Villette.

"Cher petit ami.

"Nous attendons votre visite avec grande impatience!

"Voulez-vous bien nous avertir avant de venir; nous serions si fâchées de ne pas être à la maison. Peut-être reviendrons-nous à Cannes pour la calvacade, le 2 mars; dans ce cas-là, voulez-vous nous accompagner?

"Vos amies affectionnées.

CAROLINE DICKINSON,
CHARLOTTE CAMPBELL.

"P. S.—Je crains beaucoup que je ne vous verrai pas, vu que ne vous pas bientôt, car je pars plus tôt que je l'ai cru, dans le mois de mars, au lieu du mois d'avril.

"CHARLOTTE."

"Cannes, 20 juin 1874.

"Cher Padre,

"Quoique qu'il est tard et nous vous avons déjà écrites, aujourd'hui, nous croyons que vous nous excuserez une seconde lettre, puisque ce sera le dernier occasion que nous aurons le grand plaisir de vous écrire.

"Votre lettre nous a fait autant de douleur que de plaisir. Quelle triste perte que vous venez d'éprouver! Et nous n'en savions rien!

"Voulez vous exprimer au maréchal et à Mme la maréchale toute notre sympathie de leur grande douleur dans de telle triste circonstance. Nous tâcherons de vous écrire encore sur notre fenêtre; mais cette fois, nous répéterons chaque lettre jusqu'à ce qu'une signe indique que vous l'aurez comprie.

"Si vous ne quittez l'île que dans deux ou trois mois, nous pouvons encore espérer de vous revoir, car nous reviendrons vers la fin du mois d'août ou au commencement de mois de septembre.

"Quel bonheur de vous revoir!—Maman, qui était charmée de votre chère lettre, nous charge de vous transmettre ses remerciements de vous offrir ses services pour rédiger une réponse ou réplique. Dumas préfère se servir d'un argument *ad hominem* qu'il tient à la main, et fait pleuvoir une grêle de coups de fouet sur l'assistant-éditeur, "telles sont les mœurs du temps."

— On se souvient d'un certain A. K. Johnson, que M. Kellogg avait opposé à Henry Dumas, comme candidat de notre district sénatorial, il paraît qu'il veut cette fois-ci se contenter d'un moindre emploi, et sollicite la recette du Lac. Les journaux de la Nouvelle-Orléans annoncent que le shériff Johnson doit occuper la place de chef de police pendant la convalescence du général Badger.

— Nous sautons depuis lundi les premières attentes de l'automne, et la température s'est notablement refroidie. Les cannes hors en trouvent pas plus mal et promettent une abondante récolte.

La récolte de pacanes a manqué complètement. Petit arbuste, et nous ne savons si le Texas est en mesure de suppléer à cette lacune sur le marché de la Nouvelle-Orléans.

—Nous lisons dans le *World*:

Notre confrère espagnol d'*El Cronista* résume la situation en Louisiane pour les lecteurs espagnols en ces termes: "La Louisiane est tranquille, comme le sont habituellement les pays, qui, par terreur, calqui ou prudence, se sont rendus à discrétion à leurs ennemis.... L'ordre règne à Varsovie, comme à dit le fameux proconsul russe et, c'est là tout ce qu'on peut dire de la Nouvelle-Orléans."

N'avons nous pas bien d'être fiers que ces choses puissent être dites, *et dites avec vérité*, par un journal espagnol, en 1874, d'un territoire qui a passé des mains de l'Espagne à celles de la France en la première année du siècle, et peu après des mains de la France à celles des Etats-Unis, sans seulement, comme il apparaît aujourd'hui, pouvoir perdre sous le drapeau de la République fédérale, le libertés, le prospérité et l'ordre public, dont il jouirait sans doute en ce moment s'il était encore une République hispano-américaine ou une colonie de la France? Les partisans du troisième terme à Utica ont voté des félicitations à Grant pour le "succès" de son administration. Elles ont été un "succès" sans doute, pour eux et pour lui. Mais cette même administration, qui engrisse des aventuriers et élève des voleurs au pouvoir, a réduit les Etats entiers de l'Union américaine, autrefois prospères et heureux, à une telle condition qu'il faudrait mieux pour eux, moralement, socialement, politiquement, pécuniairement—être aujourd'hui dans la triste de n'importe quelle nation européenne respectable que les citoyens de la République modèle? Il serait temps de cesser de nous voir comme les autres nous voient.

Affaire Bazaine.

LE JUGEMENT.

Voici le texte même du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Grasse:

"Le tribunal,

"Attendu que, dans la nuit du 9 au 10 août, l'ex maréchal Bazaine s'est évadé de la maison de l'île Sainte-Marguerite où il subissait sa peine de vingt ans de détention;

"Attendu qu'après sa sortie, il a été recueilli au pied des remparts par un canot amené par Knil et Mme Bazaine; qu'il a été conduit ainsi au golfe Juan et s'est embarqué sur un canot qui l'a transporté sur le navire italien le *Rapid Rinaldi*;

"Attendu qu'il résulte des déclarations combinées du capitaine du navire et du brigadier de la douane chargé de la surveillance de la rade que le navire, parti vers onze heures et demie, se dirigea vers l'Italie;

"Attendu que la distance du golfe Juan à l'île Sainte-Marguerite comportait un délai d'une heure et demie, d'après les appréciations des marins entendus, et que le trajet du golfe Juan au mouillage du *Rapid Rinaldi* demandait dix minutes on un quart d'heure, et que, par conséquent, il s'est à dû s'accomplir vers dix heures (le jugement relève ici diverses dépositions entre autres celle de Marius Rocca, qui précisent la même heure);

"Attendu qu'il est à supposer qu'après être entré dans son appartement avec Willette et quittant le gouverneur, Bazaine est remonté, par l'escalier intérieur et sortant de l'habitation, il a gagné le rempart, qu'il s'est glissé extérieurement, et notamment de sortie par la porte);

"Attendu que ces considérations ne permettent pas de douter que l'évasion ne se soit accomplie au moyen d'une corde qu'on a retrouvée sur le rocher, et qu'on ne saurait s'arrêter à l'hypothèse de la sortie du prisonnier à la gargouille et fixée à la barre de fer;

"Attendu qu'il a été constaté par M. le juge de paix de Cannes que la gargouille était obstruée, que la barre de fer n'a pas été retournée, et qu'elle aurait en tout cas laissé des traces qui n'ont pas été constatées;

"Attendu qu'on ne peut pas supposer un complice assez intelligent pour détacher la corde et la transporter deux fois de plus en plus loin pour laisser des traces de sa complicité;

"Attendu qu'il est certain, dès lors, que la tentative a été opérée sur le point où la corde a été trouvée, quoique constatant d'ailleurs les traces de piétinement;

"Attendu que, si un complice a été nécessaire, il faut rechercher quel il a été; qu'au moment où Bazaine est sorti de son appartement, Barrera, Giguoux, Lebrun et Lafargue s'étaient devant le poste avec Plantin; que le directeur était sorti du fort et ne pouvait revenir; qu'une seule personne restait pouvant aider l'évasion et que c'était Willette;

"Attendu qu'on ne saurait s'arrêter à la considération qu'il fallait pour cela un temps considérable, que quelques minutes suffisaient, et que, d'ailleurs, Willette avait seulement le droit de se promener sur le rempart;

"Attendu que Willette seul avait pu préparer la corde, et qu'il avait seul pour cela assez d'intelligence et assez d'habileté; que c'est seulement en appliquant l'armature contre le parapet que l'évasion peut se comprendre;

"Attendu que l'évasion est été impossible si Plantin, Barbier de service, eût rempli